

N^o _____

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

OBJET.

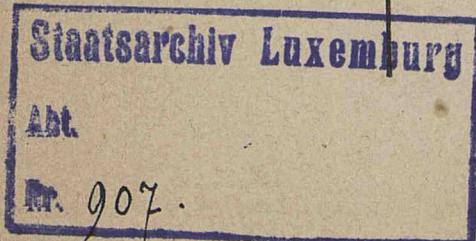
Arrangements
entre l'Etat et les Riverains de la Sûre et
de la Moselle au sujet des atterrissements qui
se sont formés dans le lit de ces rivières par suite des travaux
de canalisation effectués par l'Etat.

1889/90.

M. L. Richard

Ch. Bischoff

Schaack



L

R

du

On est p

M.

Mon
du

GRAND-DUCHÉ
de
LUXEMBOURG.

DIVISION
des
FINANCES.

N^o 2178

Réponse à la lettre

du

N^o

ANNEXE.

On est prié de rappeler dans la réponse les
numéros de la présente.



N^o 1113.

Luxembourg, le 17 avril 1889.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le rapport de M. le Directeur de l'enregistrement et des domaines, du 12 du mois courant, se rapportant au règlement des difficultés nées entre l'Etat et les riverains de la Sûre et de la Moselle, au sujet des atterrissements qui se sont formés dans le lit de ces rivières à la suite des travaux de canalisation effectués par l'Etat.

Les procès-verbaux dressés par les commissions spéciales, qui avaient été chargées d'instruire sur les lieux les points de fait, contiennent tous les renseignements nécessaires pour l'intelligence de la question de droit soulevée par M. le Directeur de l'enregistrement. Ce dernier propose d'approuver purement et simplement les conventions provisoires faites par les dits commissions avec les ^{riverains} intéressés, et ce par application de l'art. 41 de la loi du 16 septembre 1807.

Pour ma part, je ne vois aucun inconvénient à une solution dans le sens indiqué. Cependant
avant

M.
Monsieur le Président
du Conseil d'Etat,

Luxembourg.

avant de prendre une-décision à cet égard, je désire
avoir l'avis du Conseil d'Etat sur la question de
procédure soulevée, à quelle fin je vous prie de bien
vouloir lui soumettre les pièces jointes.

Le Directeur général des finances,

Murquin.

de
de
de

17

Par décret de M^r le Directeur général des Domaines
en date du 17 avril 1889 le Conseil d'Etat a reçu
communication des rapports concernant le règlement des difficultés
nées entre l'Etat et les riverains de la Seine et de la Marne au
sujet des atterrissements et formés à la suite du travaux de canalisation.
Il est appelé à se prononcer sur la question de procédure soulevée par
C. à D. s'il y a lieu d'appliquer simplement par voie administrative
les conventions préparées pour application de l'art 41 de la loi du
16 septembre 1857 pour rendre à prix réduit aux riverains respectifs ces
atterrissements qui font encore partie du lit de la rivière, ou s'il y a lieu
de faire autoriser au préalable cette aliénation par une loi spéciale.

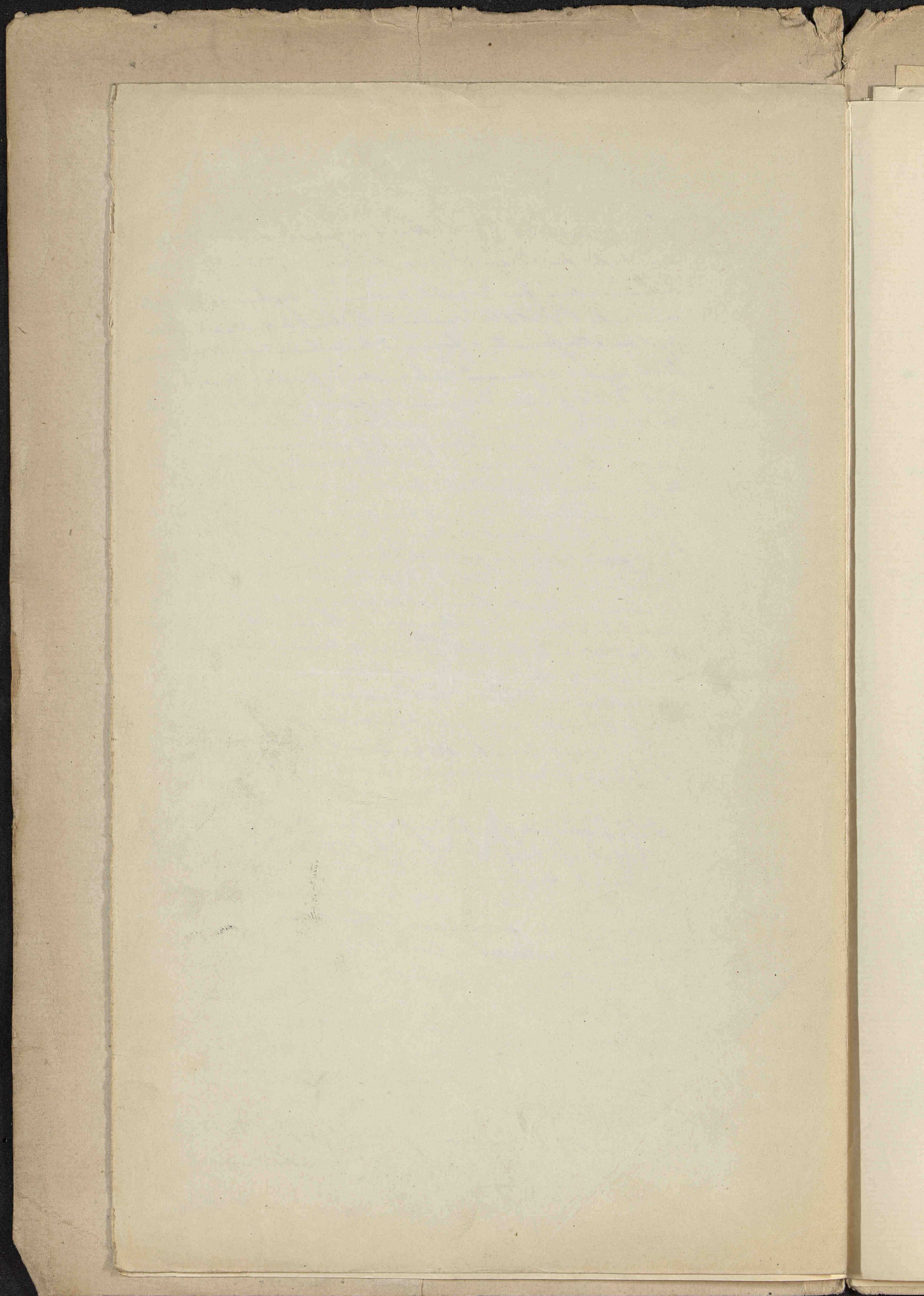
Bien que l'art 41 dont s'agit fasse partie d'une loi qui a pour but
principalement le dessèchement des marais, le relai de la mer et le droit
d'endigage à concéder aux particuliers, le auteur français tels que
Monsieur et David sont davis que le gouvernement a le droit de faire
les aliénations des atterrissements et alluvions appartenant au domaine
suivant les conditions qu'il déterminera. Toutefois l'art 3^{ème} disposition
de l'art 99 de la Constitution ^{de 1868} qui ne se trouvait pas dans les
Constitutions précédentes, ne permet l'aliénation d'aucune propriété
immobilière de l'Etat, sans l'intervention de la législature.
Elle y fut insérée en 1868 qu'on ait fait observer qu'il y avait déjà
une loi du 17 décembre 1853 autorisant la vente des propriétés de
l'Etat que les Constitutions de toutes nouvelles en fissent disposition.

~~L'art 99 de la Constitution de 1868~~
~~l'art 117 de la même Constitution qui abroge l'art 113 de la Constitution de 1868~~
~~et sont en vigueur.~~ La Commission des Domaines
a bien et surtout à raison de l'importance du personnel
dont s'agit de demander à la législature l'autorisation
de faire l'aliénation dont s'agit, qu'elle soit qualifiée
de vente, ^{abandon} concession, transaction ou autrement, et
que le gouvernement stipule en même temps la réserve
nécessaire pour que cet abandon et les travaux particuliers qui
peuvent en être la suite ne puissent en rien entraver
les mesures à prendre à l'avenir dans l'intérêt de la navigation
et de la police de cours.

Prima d'ici en si am pléssini le 5 juillet 1889
Le Président

Le Secrétaire,
J

Ed. Brilguy



GRAND-CHANCE
LATER DIVISION

DIVISION
FINANCES

1884

GRAND-CHANCE

Grand-Chance to 1884

Grand-Chance

1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900
1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930
1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960
1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990
1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
2026
2027
2028
2029
2030
2031
2032
2033
2034
2035
2036
2037
2038
2039
2040
2041
2042
2043
2044
2045
2046
2047
2048
2049
2050
2051
2052
2053
2054
2055
2056
2057
2058
2059
2060
2061
2062
2063
2064
2065
2066
2067
2068
2069
2070
2071
2072
2073
2074
2075
2076
2077
2078
2079
2080
2081
2082
2083
2084
2085
2086
2087
2088
2089
2090
2091
2092
2093
2094
2095
2096
2097
2098
2099
2100

L

R

du.....

On est p

Ma

Mon
du

GRAND-DUCHÉ
de
LUXEMBOURG.

DIVISION
des
FINANCES.

N^o 329

Réponse à la lettre

du

N^o

ANNEXE.

On est prié de rappeler dans la réponse les
numéros de la présente.



1149.

Luxembourg, le 11 octobre 1879.

Monsieur le Président,

J'ai ma dépêche du 17 avril dernier,
N^o 2178, j'ai eu l'honneur de soumettre au
Conseil d'Etat le rapport de l'administration
de l'enregistrement et des domaines, du 12 du
même mois, se rapportant au règlement des
difficultés nées entre l'Etat et les riverains de
la Sûre et de la Moselle, au sujet des atteintes
qui se sont formées dans le lit de ces
rivières à la suite des travaux de canalisation
effectués par l'Etat. J'avais joint les procès-
verbaux des commissions spéciales qui avaient
été chargées d'instruire sur les lieux les points
de fait se rapportant à cette affaire, com-
missions dans lesquelles l'administration des
travaux publics était représentée par ses agents.

M. L. Richard
Schaack
Ch. Richard.

Sous la date du 5 juillet dernier le
Conseil d'Etat a émis l'avis qui a raison

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat,

à

Luxembourg.

de l'importance du parcellaire en question, il y avait lieu de demander à la législature l'autorisation de faire l'aliénation proposée, qu'elle soit qualifiée de vente, abandon, concession, transaction ou autrement, et de stipuler en même temps les réserves nécessaires pour que cet abandon et les travaux particuliers qui peuvent en être la suite ne puissent en rien entraver les mesures à prendre à l'avenir dans l'intérêt de la navigation et de la police des cours d'eau. »

Conformément à cette manière de voir, j'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi joint. La généralité des termes de l'art. 1^{er} permet d'étendre le droit d'aliénation à toutes les parcelles généralement quelconques devenues disponibles dans les ou le long des cours d'eau navigables et flottables, soit par l'écoulement successif et imperceptible de la nature, soit par suite des travaux d'art y exécutés. Le même article vise également les parcelles provenant de cours d'eau non navigables ni flottables sur lesquelles l'Etat a des droits à faire valoir, et dont il sera question à l'art. 2 ci-après.

Opposé à la lettre du 15 octobre 1889 n° 329.

Projet de loi.

Article unique. Le Gouvernement du Grand-Duché est autorisé :

1^{re} à rendre soit de la main à la main, soit par voie d'adjudication publique, aux conditions qu'il jugera convenir, les îles, îlots, parties de lits abandonnés et autres atterrissements, faisant partie du domaine national, comme se formant, soit naturellement, soit artificiellement et par suite de travail d'art, dans et le long des cours d'eau navigables ou flottables ;

2^{re} à céder aux propriétaires riverains ou autres, aux charges et prix à régler et spécialement sous les réserves nécessaires commandées par l'intérêt de la navigation, de l'écoulement et de la police des eaux, par voie de soumission, de transaction ou autrement, les droits de propriété du domaine aux lits abandonnés en tout ou en partie, aux alluvions et autres atterrissements quelconques, formés par les rivières et ruisseaux navigables, flottables ou non, droits qui peuvent paraître litigieux entre l'État et ces particuliers.

3^{re} à concéder aux propriétaires riverains, sous les mêmes réserves spéciales et aux autres conditions

conditions à convenir, le droit d'endiguer
à leur profit personnel quant aux terrains
qui seront mis à sec au moyen de cet
endiguage, les lits de ces ruisseaux et rivières.

Les parcelles à aliéner ou à concéder
en exécution de la présente loi, continueront
à rester soumises aux charges et servitudes
auxquelles sont assujetties en général les
propriétés abouissant aux rivières navigables,
ou non navigables.

H. de Suis
de quelque

Proposition

En suite de l'avis du Conseil d'Etat en date du 5 juillet 1859 M^r le D^r gen. D. Simon a soumis ^à des délibérations un projet de loi permettant l'aliénation ^{tant} des atterrissements et ^à cerner ^{devenant disponibles} dans ^à la longueur des cours d'eau navigables et flottables ^(à l'usage des cours d'eau), que des anciens lits des ruisseaux de l'Alzette et de la Clerf abandonnés lors de la dérivation opérée pour la construction du chemin de fer dans les cantons de Mersch Wilz et Clervaux.

On a qui concerne la 1^{re} catégorie le domaine s'est déjà vu d'accord avec la plupart des riverains ^{proches voisins} au moyen de ^{conventions provisionnelles} ~~conventions~~ ou de transactions pour leur concéder ^à la réserve d'écarter dans l'intérêt de la navigation, soit l'endiguage des rives, soit les alluvions formées par suite des travaux exécutés par l'état dans la Sûre et la Moselle. L'administration ^{se propose} a veillé à ce que les travaux de rectification ^{de la rive} ~~de la rive~~ riverains n'atteignent pas une hauteur pouvant empêcher le libre écoulement des eaux en cas de grandes crues ou d'inondations.

Le Conseil a cru devoir présenter une rédaction ^{différente} en préparant une ~~disposition~~ ^{disposition distincte} pour l'aliénation des lits abandonnés. ^{suivant l'état du lieu} ~~suivant l'état du lieu~~ Les conventions et la nature des travaux ^{certains} ~~certains~~ riverains ou d'autres personnes pourraient ^{se lever des objections} ~~se lever des objections~~ que le projet dont s'agit ne peut franchir en ce moment. Le gouvernement fera rendre au propriétaire ou les droits qu'il peut avoir par suite de l'abandon ou elle se trouvent, soit par ^{modes prévus, par la} ~~la~~ les riverains soit par adjudication publique; ^{confirme} ~~confirme~~ la loi du 17 décembre 1853 qui autorise la vente des parcelles domaniales que les constructions de route ont laissées disponibles, ~~confirme~~ ~~la loi du 17 décembre 1853 qui autorise la vente des parcelles domaniales que les constructions de route ont laissées disponibles~~ Si le gouvernement est autorisé à intervenir au sujet des atterrissements dont la propriété peut devenir litigieuse il fixera seul les conditions de l'adjudication publique ou des ventes privées inscrites des emplacements qu'il pourra faire aux riverains pour l'endiguage de leurs propriétés ou d'une partie de lit contigu à rectifier.

Il reste bien entendu qu'il n'est pas dérogé par la projet de loi aux lois générales ^{qui} ~~qui~~ régissent en ce qui concerne les Cours d'eau et que les parcelles à aliéner ou à concéder ou à endiguer resteront soumises aux charges et aux servitudes résultant de leur situation, sans que la nouvelle loi ait besoin d'en faire mention.

Contreprojet

Après suite de redressement de quelques ruisseaux.

art 1

Le Gouvernement est autorisé à aliéner par voie de concession
vente, transaction avec les riverains ou autrement les îles, îlots
atterrissements et alluvions faisant partie du domaine public
dans la Moselle et la partie navigable de la Sura au dessous du
moulin d'Erpeldange

Il pourra concéder aux propriétaires riverains aux
conditions ^{et à la hauteur} qu'il déterminera le droit d'embarquement dans ces rivières

art 2

Le Gouvernement ^{est également} autorisé à aliéner
~~Notre territoire~~
Conformément à la loi du 17 Décembre 1853 les anciens lits de
rivières abandonnés par suite des redressements nécessités par
la construction des chemins de fer, sauf à régler à l'amiable
ou en justice les prétentions que les riverains ou des tiers
auraient à faire valoir sur ces parcelles.

* en la Direction Gén. des Ponts et Chaussées

L'act. 2 comprend les anciens lits de ruisseaux de l'Alzette et de la Clef abandonnés en suite de la dérivation opérée dans les cantons de Mersch, de Miltz et de Clewaux lors de la construction de la ligne du Nord des chemins de fer Guillaume-Luxembourg. L'administration des domaines a revendiqué ces propriétés au profit de l'Etat et par une disposition de mon département en date du 24 septembre 1886, le bien fondé de cette prétention a été reconnu et n'a soulevé aucune objection de la part des intéressés.

L'avant-projet a été communiqué à l'administration des travaux publics qui, tout en s'y ralliant en principe, a proposé d'y faire certaines modifications de détail dont il pourrait être tenu compte lors de l'approbation à donner en exécution de la loi à intervenir aux projets de contrats ci-annexés passés avec les riverains.

A. Le Directeur général des finances,

W. W. W.

[Faint, illegible handwriting visible through the paper, likely bleed-through from the reverse side. The text appears to be organized into several paragraphs.]

PROJET DE LOI

CONCERNANT

l'aliénation des terrains devenus disponibles dans ou le long des ruisseaux
et cours d'eau.

Lettre au Conseil d'État.

Luxembourg, le 17 avril 1889.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le rapport de M. le Directeur de l'enregistrement et des domaines, du 12 du mois courant, se rapportant au règlement des difficultés nées entre l'État et les riverains de la Sûre et de la Moselle, au sujet des atterrissements qui se sont formés dans le lit de ces rivières à la suite des travaux de canalisation effectués par l'État.

Les procès-verbaux dressés par les commissions spéciales qui avaient été chargées d'instruire sur les lieux les points de fait, contiennent tous les renseignements nécessaires pour l'intelligence de la question de droit soulevée par M. le Directeur de l'enregistrement. Ce dernier propose d'approuver purement et simplement les conventions provisoires faites par les dites commissions avec les riverains intéressés, et ce par application de l'art. 41 de la loi du 16 septembre 1807.

Pour ma part, je ne vois aucun inconvénient à une solution dans le sens indiqué. Cependant, avant de prendre une décision à cet égard, je désire avoir l'avis du Conseil d'État sur la question de procédure soulevée, à quelle fin je vous prie de bien vouloir lui soumettre les pièces jointes.

Le Directeur général des finances,
MONGENAST.

Avis du Conseil d'État.

Par dépêche de M. le Directeur général des finances, en date du 17 avril 1889, le Conseil d'État a reçu communication du rapport concernant le règlement des difficultés nées entre l'État et les riverains de la Sûre et de la Moselle au sujet des atterrissements y formés à la suite des travaux de canalisation.

Il est appelé à se prononcer « sur la question de procédure soulevée », c'est-à-dire, s'il y a lieu d'approuver simplement par arrêté ministériel les conventions préparées par application de l'art. 41 de la loi du 16 septembre 1807, pour vendre à prix réduit aux riverains respectifs ces atterrissements qui font encore partie du lit de ces rivières, ou s'il y a lieu de faire autoriser au préalable cette aliénation par une loi spéciale.

Bien que l'art. 41 dont s'agit fasse partie d'une loi qui a pour but principal le dessèchement des marais, les relais de la mer et le droit d'endiguage à *concéder* aux particuliers, les auteurs français, tels que Proudhon et Deviel sont d'avis que le Gouvernement a le droit de faire les aliénations des atterrissements et alluvions appartenant au domaine, suivant les conditions qu'il déterminera. Toutefois, la troisième disposition de l'art. 99 de la Constitution de 1868, qui ne se trouvait pas dans les Constitutions précédentes, ne permet l'aliénation d'aucune propriété immobilière de l'État sans l'intervention de la législature. Elle y fut insérée, malgré qu'on ait fait observer qu'il y avait déjà une loi du 17 décembre 1853, autorisant la vente des propriétés de l'État que les constructions de routes nouvelles ont laissé disponibles.

Le Conseil estime donc qu'il y a lieu et surtout à raison de l'importance du parcellaire dont s'agit, de demander à la législature l'autorisation de faire l'aliénation dont s'agit, qu'elle soit qualifiée de vente, abandon, concession, transaction ou autrement, et que le Gouvernement stipule en même temps les réserves nécessaires pour que cet abandon et les travaux particuliers qui peuvent en être la suite ne puissent en rien entraver les mesures à prendre à l'avenir dans l'intérêt de la navigation et de la police des eaux.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 5 juillet 1889.

Le Secrétaire,
P. RUPPERT.

Le Président,
ED. THILGES.

Lettre au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 15 octobre 1889.

Monsieur le Président,

Par ma dépêche du 17 avril dernier, j'ai eu l'honneur de soumettre au Conseil d'Etat le rapport de l'administration de l'enregistrement et des domaines, du 12 du même mois, se rapportant au règlement des difficultés nées entre l'Etat et les riverains de la Sûre et de la Moselle, au sujet des atterrissements qui se sont formés dans le lit de ces rivières à la suite des travaux de canalisation effectués par l'Etat. J'avais joint les procès-verbaux des Commissions spéciales qui avaient été chargées d'instruire sur les lieux les points de fait se rapportant à cette affaire, commissions dans lesquelles l'administration des travaux publics était représentée par ses agents.

Sous la date du 5 juillet dernier, le Conseil d'Etat a émis l'avis qu'à raison de l'importance du parcellaire en question, il y avait lieu de « demander à la législature l'autorisation de faire » l'aliénation projetée, qu'elle soit qualifiée de vente, abandon, concession, transaction ou » autrement, et de stipuler en même temps les réserves nécessaires pour que cet abandon et » les travaux particuliers qui peuvent en être la suite, ne puissent en rien entraver les mesures » à prendre à l'avenir dans l'intérêt de la navigation et de la police des cours d'eau ».

Conformément à cette manière de voir, j'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi ci-joint. La généralité des termes de l'art. 1^{er} permet d'étendre le droit d'aliénation à toutes les parcelles généralement quelconques devenues disponibles dans les ou le long des cours d'eau navigables et flottables, soit par l'œuvre successive et imperceptible de la nature, soit par suite de travaux d'art y exécutés ; le même article vise également les parcelles provenant de cours d'eau *non navigables ni flottables*, sur lesquelles l'Etat a des droits à faire valoir, et dont il sera question à l'art. 2 ci-après.

L'art. 2 comprend les anciens lits des ruisseaux de l'Alzette et de la Clerf abandonnés en suite de la dérivation opérée dans les cantons de Mersch, de Wiltz et de Clervaux lors de la construction de la ligne du Nord des chemins de fer Guillaume-Luxembourg. L'administration des domaines a revendiqué ces propriétés au profit de l'Etat et, par une disposition de mon département en date du 24 septembre 1886, le bien fondé de cette prétention a été reconnu et n'a soulevé aucune objection de la part des intéressés.

L'avant-projet a été communiqué à l'administration des travaux publics qui, tout en s'y ralliant en principe, a proposé d'y faire certaines modifications de détail dont il pourrait être tenu compte lors de l'approbation à donner en exécution de la loi à intervenir aux projets de contrats ci-annexés, passés avec les riverains.

Le Directeur général des finances,
MONGENAST.

Projet de loi.

Article unique.

Le Gouvernement du Grand-Duché est autorisé :

1° à vendre soit de la main à la main, soit par voie d'adjudication publique, aux conditions qu'il jugera convenir, les îles, ilots, parties de lits abandonnés et autres atterrissements, fai-

sant partie du domaine national comme se formant, soit naturellement, soit artificiellement, et par suite de travaux d'art, dans et le long des cours d'eau navigables ou flottables ;

2° à céder aux propriétaires riverains ou autres, aux charges et prix à régler et spécialement sous les réserves nécessaires commandées par l'intérêt de la navigation, de l'écoulement et de la police des eaux, par voie de soumission, de transaction ou autrement, les droits de propriété du domaine aux lits abandonnés en tout ou en partie, aux alluvions et autres atterrissements quelconques, formés par les rivières et ruisseaux navigables, flottables ou non, droits qui peuvent paraître litigieux entre l'État et ces particuliers ;

3° à concéder aux propriétaires riverains, sous les mêmes réserves spéciales et aux autres conditions à convenir, le droit d'endiguer à leur profit personnel quant aux terrains qui seront mis à sec au moyen de cet endigage, les lits de ces ruisseaux et rivières.

Les parcelles à aliéner ou à concéder en exécution de la présente loi continueront à rester soumises aux charges et servitudes auxquelles sont assujetties en général les propriétés aboutissant aux rivières navigables ou non navigables.

Projet d'avis.

En suite de l'avis du Conseil d'État, en date du 5 juillet 1889, M. le Directeur général des finances a soumis à ses délibérations un projet de loi, permettant l'aliénation tant des atterrissements et accrues devenues disponibles « dans et le long des cours d'eau navigables et flottables et autres cours d'eau », que des anciens lits des ruisseaux de l'Alzette et de la Clerf abandonnés lors de la dérivation opérée par la construction du chemin de fer dans les cantons de Mersch, Wiltz et Clervaux.

En ce qui concerne la première catégorie, le domaine s'est déjà mis d'accord avec la plupart des riverains au moyen de conventions provisoires ou de transactions pour leur concéder, avec la réserve dictée dans l'intérêt de la navigation, soit l'endigage des rives, soit les alluvions formées par suite des travaux exécutés par l'État dans la Sûre et la Moselle. L'administration aura en outre à veiller à ce que les travaux de rétrécissement à faire par les riverains n'atteignent pas une hauteur pouvant empêcher le libre écoulement des eaux en cas de grandes crues ou d'inondations.

Le Conseil a cru devoir présenter une rédaction différente du projet, en proposant une disposition distincte pour l'aliénation des lits abandonnés par suite du redressement de quelques ruisseaux. Suivant l'état des lieux, les conventions et la nature des travaux, certains riverains ou d'autres personnes pourraient y élever des prétentions que le projet dont s'agit ne peut trancher en ce moment. Le Gouvernement fera vendre ces parcelles ou les droits qu'il peut y avoir par suite de l'abandon où elles se trouvent, soit sur soumissions à présenter par les riverains, soit par adjudication publique, modes prévus par la loi du 17 décembre 1853, qui autorise la vente des parcelles domaniales que les constructions de routes ont laissé disponibles.

Si le Gouvernement est autorisé à transiger au sujet des atterrissements dont la propriété peut paraître litigieuse, il fixera seul les conditions de l'adjudication publique ou des ventes privées, ainsi que des concessions qu'il pourra faire aux riverains pour l'endigage de leurs propriétés ou d'une partie du lit contigu à rétrécir.

Il reste bien entendu qu'il n'est pas dérogé par le projet de loi aux lois générales ni aux règlements concernant les cours d'eau et que les parcelles à aliéner, à concéder ou à endiguer resteront soumises aux charges et aux servitudes dérivant de leur situation, sans que la nouvelle loi ait besoin d'en faire mention.

Le projet de loi pourrait être rédigé comme suit :

*ce qui est le but
mis en œuvre par
la loi -*

Contre-projet.

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à aliéner par voie de concession, vente, transaction ~~avec les riverains~~ ou autrement, les îles, îlots, atterrissements et alluvions faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre ~~au dessous du moulin d'Espeldange.~~

Il pourra concéder aux propriétaires riverains, aux conditions et à la hauteur qu'il déterminera, le droit d'endiguage dans ces rivières.

Art. 2. — Le Gouvernement est également autorisé à aliéner, conformément à la loi du 17 décembre 1853, les anciens lits de ruisseaux abandonnés par suite des redressements nécessités par la construction des chemins de fer, ~~sauf à régler à l'amiable ou en justice les prétentions que les riverains ou des tiers auraient à faire valoir sur ces parcelles.~~

Ainsi délibéré en séance plénière le 31 Octobre 1889

Le Secrétaire,

Le Président,

Ed. Thilgen

*Les droits qui
peuvent lui
compéter sur*

Thilgen

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session législative de 1889.

PROJET DE LOI

CONCERNANT

l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés.

Lettre au Conseil d'État.

Luxembourg, le 17 avril 1889.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le rapport de M. le Directeur de l'enregistrement et des domaines, du 12 du mois courant, se rapportant au règlement des difficultés nées entre l'État et les riverains de la Sûre et de la Moselle, au sujet des atterrissements qui se sont formés dans le lit de ces rivières à la suite des travaux de canalisation effectués par l'État.

Les procès-verbaux dressés par les commissions spéciales qui avaient été chargées d'instruire sur les lieux les points de fait, contiennent tous les renseignements nécessaires pour l'intelligence de la question de droit soulevée par M. le Directeur de l'enregistrement. Ce dernier propose d'approuver purement et simplement les conventions provisoires faites par les dites commissions avec les riverains intéressés, et ce par application de l'art. 41 de la loi du 16 septembre 1807.

Pour ma part, je ne vois aucun inconvénient à une solution dans le sens indiqué. Cependant, avant de prendre une décision à cet égard, je désire avoir l'avis du Conseil d'État sur la question de procédure soulevée, à quelle fin je vous prie de bien vouloir lui soumettre les pièces jointes.

Le Directeur général des finances,
MONGENAST.

Avis du Conseil d'État.

Par dépêche de M. le Directeur général des finances, en date du 17 avril 1889, le Conseil d'État a reçu communication du rapport concernant le règlement des difficultés nées entre l'État et les riverains de la Sûre et de la Moselle au sujet des atterrissements y formés à la suite des travaux de canalisation.

Il est appelé à se prononcer « sur la question de procédure soulevée », c'est-à-dire, s'il y a lieu d'approuver simplement par arrêté ministériel les conventions préparées par application de l'art. 41 de la loi du 16 septembre 1807, pour vendre à prix réduit aux riverains respectifs ces atterrissements qui font encore partie du lit de ces rivières, ou s'il y a lieu de faire autoriser au préalable cette aliénation par une loi spéciale.

Bien que l'art. 41 dont s'agit fasse partie d'une loi qui a pour but principal le dessèchement des marais, les relais de la mer et le droit d'endiguage à concéder aux particuliers, les auteurs français, tels que Proudhon et Deviel sont d'avis que le Gouvernement a le droit de faire les aliénations des atterrissements et alluvions appartenant au domaine, suivant les conditions qu'il déterminera. Toutefois, la troisième disposition de l'art. 99 de la Constitution de 1868, qui ne se trouvait pas dans les Constitutions précédentes, ne permet l'aliénation d'aucune propriété immobilière de l'État sans l'intervention de la législature. Elle y fut insérée, malgré qu'on ait fait observer qu'il y avait déjà une loi du 17 décembre 1853, autorisant la vente des propriétés de l'État que les constructions de routes nouvelles ont laissé disponibles.

Le Conseil estime donc qu'il y a lieu et surtout à raison de l'importance du parcellaire dont s'agit, de demander à la législature l'autorisation de faire l'aliénation dont s'agit, qu'elle soit qualifiée de vente, abandon, concession, transaction ou autrement, et que le Gouvernement stipule en même temps les réserves nécessaires pour que cet abandon et les travaux particuliers qui peuvent en être la suite ne puissent en rien entraver les mesures à prendre à l'avenir dans l'intérêt de la navigation et de la police des eaux.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 5 juillet 1889.

Le Secrétaire,
P. RUPPERT.

Le Président,
ED. THILGES.

Lettre au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 15 octobre 1889.

Monsieur le Président,

Par ma dépêche du 17 avril dernier, j'ai eu l'honneur de soumettre au Conseil d'Etat le rapport de l'administration de l'enregistrement et des domaines, du 12 du même mois, se rapportant au règlement des difficultés nées entre l'Etat et les riverains de la Sûre et de la Moselle, au sujet des atterrissements qui se sont formés dans le lit de ces rivières à la suite des travaux de canalisation effectués par l'Etat. J'avais joint les procès-verbaux des Commissions spéciales qui avaient été chargées d'instruire sur les lieux les points de fait se rapportant à cette affaire, commissions dans lesquelles l'administration des travaux publics était représentée par ses agents.

Sous la date du 5 juillet dernier, le Conseil d'Etat a émis l'avis qu'à raison de l'importance du parcellaire en question, il y avait lieu de « demander à la législature l'autorisation de faire » l'aliénation projetée, qu'elle soit qualifiée de vente, abandon, concession, transaction ou » autrement, et de stipuler en même temps les réserves nécessaires pour que cet abandon et » les travaux particuliers qui peuvent en être la suite, ne puissent en rien entraver les mesures » à prendre à l'avenir dans l'intérêt de la navigation et de la police des cours d'eau ».

Conformément à cette manière de voir, j'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi ci-joint. La généralité des termes de l'art. 1^{er} permet d'étendre le droit d'aliénation à toutes les parcelles généralement quelconques devenues disponibles dans les ou le long des cours d'eau navigables et flottables, soit par l'œuvre successive et imperceptible de la nature, soit par suite de travaux d'art y exécutés ; le même article vise également les parcelles provenant de cours d'eau *non navigables ni flottables*, sur lesquelles l'Etat a des droits à faire valoir, et dont il sera question à l'art. 2 ci-après.

L'art. 2 comprend les anciens lits des ruisseaux de l'Alzette et de la Clerf abandonnés en suite de la dérivation opérée dans les cantons de Mersch, de Wiltz et de Clervaux lors de la construction de la ligne du Nord des chemins de fer Guillaume-Luxembourg. L'administration des domaines a revendiqué ces propriétés au profit de l'Etat et, par une disposition de mon département en date du 24 septembre 1886, le bien fondé de cette prétention a été reconnu et n'a soulevé aucune objection de la part des intéressés.

L'avant-projet a été communiqué à l'administration des travaux publics qui, tout en s'y ralliant en principe, a proposé d'y faire certaines modifications de détail dont il pourrait être tenu compte lors de l'approbation à donner en exécution de la loi à intervenir aux projets de contrats ci-annexés, passés avec les riverains.

Le Directeur général des finances,
MONGENAST.

Avant-projet de loi.

Article unique. — Le Gouvernement du Grand-Duché est autorisé :

1^o à vendre soit de la main à la main, soit par voie d'adjudication publique, aux conditions qu'il jugera convenir, les îles, îlots, parties de lits abandonnés et autres atterrissements, faisant partie du domaine national comme se formant, soit naturellement, soit artificiellement, et par suite de travaux d'art, dans et le long des cours d'eau navigables ou flottables ;

2° à céder aux propriétaires riverains ou autres, aux charges et prix à régler et spécialement sous les réserves nécessaires commandées par l'intérêt de la navigation, de l'écoulement et de la police des eaux, par voie de soumission, de transaction ou autrement, les droits de propriété du domaine aux lits abandonnés en tout ou en partie, aux alluvions et autres atterrissements quelconques, formés par les rivières et ruisseaux navigables, flottables ou non, droits qui peuvent paraître litigieux entre l'État et ces particuliers ;

3° à concéder aux propriétaires riverains, sous les mêmes réserves spéciales et aux autres conditions à convenir, le droit d'endiguer à leur profit personnel quant aux terrains qui seront mis à sec au moyen de cet endigage, les lits de ces ruisseaux et rivières.

Les parcelles à aliéner ou à concéder en exécution de la présente loi continueront à rester soumises aux charges et servitudes auxquelles sont assujetties en général les propriétés aboutissant aux rivières navigables ou non navigables.

Avis du Conseil d'Etat.

En suite de l'avis du Conseil d'État, en date du 5 juillet 1889, M. le Directeur général des finances a soumis à ses délibérations un projet de loi permettant l'aliénation tant des atterrissements et accrues devenues disponibles « dans et le long des cours d'eau navigables et flottables et autres cours d'eau », que des anciens lits des ruisseaux de l'Alzette et de la Clerf abandonnés lors de la dérivation opérée par la construction du chemin de fer dans les cantons de Mersch, Wiltz et Clervaux.

En ce qui concerne la première catégorie, le domaine s'est déjà mis d'accord avec la plupart des riverains au moyen de conventions provisoires ou de transactions pour leur concéder, avec la réserve dictée dans l'intérêt de la navigation, soit l'endigage des rives, soit les alluvions formées par suite des travaux exécutés par l'État dans la Sûre et la Moselle. L'administration aura en outre à veiller à ce que les travaux de rétrécissement à faire par les riverains n'atteignent pas une hauteur pouvant empêcher le libre écoulement des eaux en cas de grandes crues ou d'inondations.

Le Conseil a cru devoir présenter une rédaction différente du projet, en proposant une disposition distincte pour l'aliénation des lits abandonnés par suite du redressement de quelques ruisseaux. Suivant l'état des lieux, les conventions et la nature des travaux, certains riverains ou d'autres personnes pourraient y élever des prétentions que le projet dont s'agit ne peut trancher en ce moment. Le Gouvernement fera vendre ces parcelles ou les droits qu'il peut y avoir par suite de l'abandon où elles se trouvent, soit sur soumissions à présenter par les riverains, soit par adjudication publique, modes prévus par la loi du 17 décembre 1853, qui autorise la vente des parcelles domaniales que les constructions de routes ont laissé disponibles.

Si le Gouvernement est autorisé à transiger au sujet des atterrissements dont la propriété peut paraître litigieuse — ce qui est le but principal de la loi — il fixera seul les conditions de l'adjudication publique ou des ventes privées, ainsi que des concessions qu'il pourra faire aux riverains pour l'endigage de leurs propriétés ou d'une partie du lit contigu à rétrécir.

Il reste bien entendu qu'il n'est pas dérogé par le projet de loi aux lois générales ni aux règlements concernant les cours d'eau et que les parcelles à aliéner, à concéder ou à endiguer resteront soumises aux charges et aux servitudes dérivant de leur situation, sans que la nouvelle loi ait besoin d'en faire mention.

Le projet de loi serait à rédiger comme suit :

Art. 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à aliéner par voie de concession, vente, transaction ou autrement, les îles, îlots, atterrissements et alluvions faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre.

Il pourra concéder aux propriétaires riverains, aux conditions et à la hauteur qu'il déterminera, le droit d'endigage dans ces rivières.

Art. 2. — Le Gouvernement est également autorisé à aliéner, conformément à la loi du 17 décembre 1853, les droits qui peuvent lui compéter sur les anciens lits de ruisseaux abandonnés par suite des redressements nécessités par la construction des chemins de fer.

Ainsi délibéré en séance plénière du 31 octobre 1889.

Le Secrétaire,
P. RUPPERT.

Le Président,
Ed. THILGES.

Projet de loi.

Nous GUILLAUME III, etc. ;
Notre Conseil d'État entendu ;
De l'assentiment de la Chambre des députés ;
Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}.

Le Gouvernement est autorisé à aliéner par voie de concession, vente, transaction ou autrement, les îlots, atterrissements et alluvions faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre.

Il pourra concéder aux propriétaires riverains, aux conditions et à la hauteur qu'il déterminera, le droit d'endigage dans ces rivières.

Art. 2.

Le Gouvernement est également autorisé à aliéner, conformément à la loi du 17 décembre 1853, les droits qui peuvent lui compéter sur les anciens lits de ruisseaux abandonnés par suite des redressements nécessités par la construction des chemins de fer.

Mandons et ordonnons etc.

Notre Directeur général des finances présentera, en Notre nom, à la Chambre des députés, le projet de loi ayant pour objet d'autoriser l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés.

Au Loo, le 30 octobre 1889.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
des finances,*
MONGENAST.

GRAND-DUCHÉ
de
LUXEMBOURG.

DIVISION
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

1200.

Luxembourg, le 21 janvier 1890.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans sa séance de ce jourd'hui la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité des voix des membres présents, le projet de loi concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lacs et ruisseaux abandonnés.

Vous voudrez bien, Monsieur le Président, soumettre à la décision du Conseil la proposition faite par la Chambre, dans la même séance, de dispenser le projet de loi dont s'agit du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Eugène

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.

GRAN
LUXE
Cons

Chambre de Commerce

CHAMBRE DE COMMERCE

DE

ATLANTA GEORGIE

Chambre de Commerce

DE

La Chambre de Commerce d'Atlanta a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport annuel de son administration pour l'année 1901. Ce rapport contient les renseignements les plus complets sur l'état de la ville d'Atlanta et sur les affaires commerciales de la région. Il est accompagné de plusieurs cartes et plans qui vous donneront une idée exacte de la situation géographique de la ville et de ses environs. Nous espérons que ces documents vous seront utiles et que vous voudrez bien en faire part à vos collègues.

Le Président de la Chambre de Commerce d'Atlanta a l'honneur de vous adresser ses respects et de vous assurer de sa haute considération.

Chambre de Commerce
d'Atlanta

Chambre de Commerce
d'Atlanta

Chambre de Commerce

Le Conseil d'Etat,

Appelé par dépêche du Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement, du 21 Janvier courant, à délibérer
sur la question de dispense du second vote constitutionnel
du projet de loi concernant l'affectation des terrains
faisant partie du domaine public dans la Moselle
et la partie navigable de la Sûre.
projet qui a été adopté par la Chambre des Députés dans
sa séance du même jour, à l'unanimité de tous
ses membres présents,
et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu le dit projet de loi et l'avis y émis par le
Conseil en séance du 21 Octobre dernier;

Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés pour
dispenser le projet de loi dont s'agit du second vote prévu
par l'art. 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 24 Janvier 1890.

Le Président,

Ed. Billig

Le Secrétaire,

Supper

